



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 15 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARREFOUR SUPPLY CHAIN

ZAC Le Cormier V
49300 Cholet

Références : SRNT-2025-0818

Code AIOT : 0006307713

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement CARREFOUR SUPPLY CHAIN implanté ZAC Le Cormier V 49300 Cholet. L'inspection a été annoncée le 23/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent contrôle a été réalisé dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection des installations. Celui-ci prévoit une fréquence de contrôle a minima triennale des établissements classés Seveso seuil bas. Dans ce contexte, la visite réalisée a permis d'aborder les suites du précédent contrôle, ainsi que deux thématiques faisant l'objet d'actions nationales, en 2025, à savoir :

- la réalisation des premiers prélèvements environnementaux ;
- la détermination de la présence éventuelle de mousses anti-incendie contenant des composés perfluorocarbonés.

Les points abordés de la précédente inspection sont les suivants :

- antériorité au titre de la rubrique 1510 ;
- contrôle des niveaux sonores ;
- confinement des eaux d'extinction incendie ;
- dispositifs de protection contre la foudre ;

- vérification et entretien des installations électriques ;
- propreté des installations – stockage de déchets ;
- état des matières stockées ;

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARREFOUR SUPPLY CHAIN
- ZAC Le Cormier V 49300 Cholet
- Code AIOT : 0006307713
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société CARREFOUR SUPPLY CHAIN exploite sur la commune de Cholet une plate-forme logistique de 57 871 m² située ZAC du Cormier V, à Cholet, sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation DIDD-2015 n°313 du 22 juillet 2015. L'établissement est classé Seveso seuil bas.

Dans le cadre des dispositions opposables, il convient de déterminer les conditions applicables à deux catégories d'installations, à savoir les entrepôts relevant de la rubrique 1510 et les dispositions opposables aux liquides inflammables.

Rubrique 1510 : Le traitement de l'antériorité au titre de la rubrique 1510 fait l'objet d'un traitement spécifique dans le cadre du présent rapport d'inspection. L'établissement a été autorisé au titre de la rubrique 1510 par arrêté préfectoral en date du 22 juillet 2015. Suite aux évolutions de la nomenclature des installations classées, les activités de la rubrique 1510 sont dorénavant classées sous le régime de l'enregistrement. Il en résulte que l'établissement relève des dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 et des annexes IV-2 (version en vigueur au 31/12/2020), VII-1 et VIII de cet arrêté.

Textes liquides inflammables : L'établissement a été autorisé au titre de la rubrique 4331 (liquides inflammables) par arrêté préfectoral en date du 22 juillet 2015. La demande initiale a été déposée le 1er juillet 2014. S'agissant d'un stockage en récipients mobiles, celui-ci relève de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation. L'installation est en effet soumise à autorisation au titre d'une rubrique liquide inflammables (4331). Les stockages de liquides inflammables relevant également de la rubrique 1510, ceux-ci sont visés par l'annexe 1-II de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020. L'établissement est également concerné par l'annexe IV (implantation) et l'annexe V (dispositions pour les cellules existantes).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses
- AN25 Prélèvements environnementaux
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 7.6.4	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	45 jours
4	Rétentions déportées des liquides inflammables	Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 8.3.4	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	45 jours
5	Contrôle des moyens de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 7.4.13.3	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	45 jours
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 7.4.11	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	45 jours
9	État des matières stockées 50-2	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-2	/	Demande d'action corrective	45 jours
12	Interdiction du PFOS	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Demande de justificatif à l'exploitant	45 jours
13	Interdiction du PFHxS	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Demande de justificatif à l'exploitant	45 jours
14	Interdiction à venir du PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Demande de justificatif à l'exploitant	45 jours
15	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Demande de justificatif à l'exploitant	45 jours
16	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	/	Demande de justificatif à l'exploitant	45 jours
17	Interdiction à venir du PFHxA	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	/	Demande de justificatif à l'exploitant	45 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
18	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	45 jours
19	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	45 jours
20	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	45 jours
21	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	45 jours
22	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	45 jours
23	Asservissement détection incendie et portes coupe-feu	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.3	/	Demande d'action corrective	45 jours
24	Indication sur les murs séparatifs REI120	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 6 – Annexe II	/	Demande d'action corrective	45 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bénéfice des droits acquis	Code de l'environnement du 09/12/2015, article R.513-1 point I (décret N°2015 -1614 du 9/12/2015)	Susceptible de suites	Sans objet
2	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 6.2.3	Susceptible de suites	Sans objet
7	Propreté des installations – stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 2.2	Susceptible de suites	Sans objet
8	État des matières stockées 50-1	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-1	/	Sans objet
10	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
11	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	/	Sans objet
25	Rétention des émulseurs	Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 7.6.2.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au présent contrôle, il est constaté :

- sur les suites de la précédente inspection, que l'exploitant a engagé des actions correctives vis-à-vis des constats et qu'il reste cependant des actions correctives à mettre en œuvre. Tous les points n'ont cependant pas pu être contrôlés. Certains pourront être revus lors d'un prochain contrôle.
- que sur la modification de la rubrique 1510, il est proposé d'acter le bénéfice des droits acquis. Un courrier en ce sens est joint au présent rapport d'inspection.
- qu'il est constaté la présence d'émulseurs fluorés au sein de l'établissement. À défaut de remplacer ces émulseurs, l'exploitant devra procéder à des analyses spécifiques en vue de déterminer les substances présentes. Celles-ci permettront de déterminer précisément les différentes échéances opposables vis-à-vis de la réglementation européenne. Il est recommandé de veiller à éviter toute contamination passée ou future des émulseurs non-fluorés lors de leur remplacement et à remplacer le cas échéant le matériel.
- que sur les premiers prélèvements environnementaux et les échéances prévues par l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, l'exploitant a présenté une offre en vue de mettre en place ces derniers. Il est nécessaire de souligner que l'exploitant est hors délai, ces éléments auraient en effet dû être intégrés au plan d'opération interne (POI), lors de sa dernière mise à jour.

Concernant les suites de la présente inspection, il est demandé à l'exploitant de faire parvenir les éléments de réponses et les justificatifs attendus dans un délai de 45 jours, soit, à défaut, de présenter un échéancier de mise en conformité sous ce même délai.

Important : Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de vérifier les dispositions opposables de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation. Il convient toutefois de noter que ce texte devrait faire l'objet d'évolution au cours de l'année 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bénéfice des droits acquis

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2015, article R.513-1 point I (décret N°2015 - 1614 du 9/12/2015)
Thème(s) : Situation administrative, Droits acquis
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 08/09/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>I. Pour les installations existantes relevant des dispositions de l'article L. 513-1, l'exploitant doit fournir au préfet les indications suivantes :</p> <p>1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile. S'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique et l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du « déclarant » ;</p>

2° L'emplacement de l'installation ;

3° La nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée.

Article L.513-1 alinéa 1 : les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant « l'entrée en vigueur » du décret.

Constats :

Le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2021. Ce décret a modifié le libellé de la rubrique 1510 et celui des rubriques 1511, 1530, 1532, 2662, et 2663 afin que toutes les installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de tout type de matières ou produits combustibles soient classées au titre de cette rubrique, hormis quelques exceptions prévues dans son libellé. Par courrier en date du 14 décembre 2021, l'exploitant a procédé à la déclaration d'antériorité au titre de la rubrique 1510.

Le précédent rapport de l'inspection demandait des précisions sur la demande d'antériorité. Ces éléments portaient sur les points suivants :

- Rubrique 1510 : volume modifié à 702 277 m³ mais aucune explication n'était apportée sur la modification du volume par rapport à celui présent dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Le régime de classement est modifié (du régime de l'autorisation vers enregistrement suite à la modification des seuils de la rubrique 1510),
- Les autres stockages de matières combustibles visées ou classées précédemment au titre des rubriques 1530, 1532, 2662, 2663-1 et 2663-2 sont désormais classés au titre de la rubrique 1510.
- Le stockage de matières combustibles classées au titre de la rubrique 1532 reste classé au titre de la même rubrique, mais il n'est pas précisé quel est le stockage de bois concerné par cette rubrique (stockage extérieur de palettes ? Volume ?).

L'exploitant n'avait pas formulé de réponse suite à la dernière inspection.

Par courriel, en date du 05 décembre 2025, celui-ci a spécifié les éléments suivants :

- Le passage d'un volume d'entrepôt au titre de la rubrique 1510, d'un volume de 659 218 m³ à 702 277 m³ est lié à la modification de la hauteur de l'entrepôt, par rapport au dossier de demande d'autorisation initial. L'exploitant indique dans son document que la hauteur du bâtiment au faîtage est de 13,04 mètres, contre 11 mètres, considérée dans le calcul du dossier initial.

Après consultation du dossier de demande d'autorisation de l'exploitant, celui-ci indiquait : une hauteur libre sous poutre de 10,60 m ; une hauteur sous bac de 12,48 m ; une hauteur à l'acrotère de 14,04 m et une hauteur au faîtage de 13,04 m. Le dossier initial retenait une hauteur égale à 12,48 m, soit un volume de 659 218 m³ pour une surface de 52 822 m².

Le guide entrepôt prévoit qu'à défaut d'utilisation du volume réel, il puisse être utilisé le volume total en tenant compte de la hauteur au faîtage. Ce calcul donne un volume d'entrepôt plus important. Dans son nouveau calcul, l'exploitant a retenu la hauteur au faîtage, qui est identique à

celle de son dossier initial. Il n'est pas considéré de modification des dimensions de l'entrepôt par rapport au dossier initial.

Il est proposé d'accorder le bénéfice des droits acquis, considérant que le bâtiment est conforme au dossier de demande d'autorisation initial et que le changement de volume ne conduit pas un changement des prescriptions applicables.

- Dans tous les cas, il apparaît que le volume total de l'entrepôt relève dorénavant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510. **Les dispositions opposables sont celles de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510. Les annexes applicables sont l'annexe IV-II dans sa version en vigueur au 31 décembre 2020, l'annexe VII-1 et l'annexe VIII.**
- Pour ce qui concerne la rubrique 1532 (Stockage de bois), le précédent classement comprenait le stockage de bois dans les cellules et à l'extérieur des cellules. Dans le nouveau classement, seul le stockage extérieur est considéré. Le volume extérieur considéré est de 30 m³ dans les bennes et de 3 130 m³ au total (plateforme extérieure comprise).
- L'établissement n'est plus classé au titre des rubriques 1530, 2662 et 2663.

Conclusion : Un courrier spécifique afin d'acter l'antériorité de l'exploitant au titre de la rubrique 1510 et le nouveau classement au titre de la rubrique 1532 est annexé au présent rapport. Les dimensions de l'entrepôt doivent être conformes au dossier initial. À défaut, l'exploitant devra réaliser un porter à connaissance au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 6.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/09/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Dans un délai de six mois à partir de la date de la mise en service de l'installation, l'exploitant fera réaliser à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations en limite de propriété et dans les zones à émergence réglementée.

Ces mesures sont renouvelées à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation et au minimum tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié. Elles seront effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dans le cas où les mesures des niveaux sonores font apparaître le non respect des niveaux sonores qui précèdent, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées dans le mois qui suit

<p>la réception des résultats et transmet les résultats accompagnés d'un plan d'action présentant des dispositions complémentaires à réaliser en vue de satisfaire aux exigences des valeurs et émergences limites de bruit, ainsi qu'aux conditions d'apparition de bruit à tonalité marquée. Les éventuelles dispositions complémentaires doivent hiérarchiser les origines de bruit, présenter les possibilités de traitement acoustique du bruit.</p> <p>Dans la mesure où des dispositions complémentaires devraient être mises en œuvre en vue de satisfaire aux exigences des articles 6.2.1 et 6.2.2 du présent arrêté, une nouvelle mesure des émissions acoustiques devra être effectuée à l'issue des travaux et un rapport de mesurage sera transmis dans les meilleurs délais au préfet accompagné des commentaires de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>La précédente inspection, réalisée en 2022, avait mis en évidence plusieurs problématiques notamment concernant les émergences réglementées et il avait été constaté un dépassement. Ces mesures d'émergences avaient toutefois été réalisées en limite de propriété et non dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Dans le cadre de la présente inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des niveaux sonores en limite de propriété et dans les zones à émergences réglementées, en date du 02 mars 2023. Le niveau sonore en limite de propriété est inférieur à 60 dB(A) en période nocturne et à 70 dB(A) en période diurne.</p> <p>Les émergences réglementées ont été mesurées en deux points spécifiques sur les quatre identifiés. En sachant que ces quatre points sont regroupés par paires et qu'une mesure a été réalisée dans chacune de ces paires pour le point le plus proche du site. Les valeurs d'émergences en zone à émergence réglementée sont conformes aux valeurs prescrites.</p> <p>Le rapport ne montre pas de tonalité marquée.</p> <p>L'inspection n'a pas connaissance de plainte à ce stade.</p> <p>Compte tenu de la périodicité, le prochain contrôle est à réaliser en 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Confinement des eaux d'extinction incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 7.6.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection des milieux récepteurs</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie afin que</p>

celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Les dispositifs internes de confinement sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Un bassin de confinement est aménagé et équipé de façon à pouvoir recueillir et confiner l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement. L'exploitant est tenu de s'assurer que la capacité totale de confinement du site est au moins égal à 1930 m³.

Toutes les dispositions sont prises pour que cette capacité soit conservée disponible même en cas d'intempéries. Les vannes de sectionnement, implantées sur le réseau de collecte des eaux pluviales et nécessaires à la mise en service de ce confinement, sont à fermeture manuelle et automatique asservie à l'installation d'extinction automatique. Ces dispositifs sont à sécurité positive. Ils sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne

Les produits récupérés en cas d'accident, les lixiviats et les eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées sont rejetés dans les conditions conformes à l'article 4.3.2.3. ou éliminés comme déchets suivant les dispositions de l'article 5.4 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015.

Constats :

Lors de la précédente inspection, il avait été formulé plusieurs demandes de la part de l'inspection des installations classées :

- **Point n°1** – La première concernait la justification du volume utile du bassin de confinement pour déterminer si le volume était adéquat ;
- **Point n°2** – Le second point concernait l'affichage illisible au niveau des vannes martellières et de prendre les mesures correctives nécessaires pour y remédier.

Sur le **point n°1**, l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015 prévoit un volume minimal de confinement égal à 1 930 m³. Il a été transmis un calcul de la cubature des bassins (document en date du 26/08/2025). Le volume calculé disponible en dessous de la côte de débordement est de 1 989 m³. Le volume du bassin n°2, étanche, est conforme au volume minimal prescrit.

Sur le **point n°2**, il est constaté que l'exploitant a modifié l'affichage à proximité des vannes de barrage et que celui-ci est lisible.

Modalités de collecte des eaux d'extinction incendie :

Le précédent rapport comportait une observation relative au document D9A fourni dans le dossier d'autorisation initial qui prenait en compte une surface de drainage imperméabilisée correspondant à la voirie additionnée de la surface étanchée de la plus grande cellule. Il était rappelé qu'il convenait de prendre la plus grande surface imperméabilisée (voirie + parking + entrepôt bâti) susceptible de drainer les eaux de pluie vers la rétention.

L'inspection soulevait que les eaux pluviales de toiture des bâtiments ne seront pas confinées et continueront d'être collectées par les bassins non étanches du site. Il était soulevé qu'il n'y avait aucune garantie sur l'absence d'évacuation des eaux d'extinction incendie vers le réseau de collecte des eaux pluviales de toiture.

Sur la détermination de la surface imperméabilisée à prendre en considération, la notice du document D9 précise que seules sont considérées les surfaces **susceptibles de drainer les eaux de pluies vers le bassin de confinement**, pour la prise en compte des 10 mm de pluie dans le

dimensionnement (page 10 du guide D9a).

Ainsi, dans le cas d'un bâtiment, où les eaux de toiture s'écoulent distinctement des eaux d'extinction, seules les surfaces collectées effectivement vers le confinement sont à considérer. Cela suppose cependant qu'en cas d'effondrement de la toiture en feu, les eaux d'extinctions ne sont pas susceptibles de s'écouler par les anciens d'évacuation des eaux pluviales.

Les eaux de toiture de l'établissement, sont évacuées par des réseaux distincts directement vers les bassins non-étanches. En cas d'incendie, une pluie qui tomberait sur la toiture d'une cellule non en feu ne serait pas évacuée vers le bassin étanche, son volume n'est dès lors pas à considérer. Par contre, les voiries et la cellule en feu seraient potentiellement collectées et donc à considérer. **En cas d'effondrement de la cellule, il faut s'assurer que les eaux d'extinction ne pourraient s'évacuer vers un bassin non-étanche.**

Afin de prendre l'intégralité des toitures et des surfaces étanches, préalablement au contrôle, l'exploitant a transmis un nouveau calcul du D9a, celui-ci conduit à un calcul de 2624 m³. L'étude conduit à proposer de modifier le volume des bassins étanches du site et notamment à rendre le bassin B3 étanche et à augmenter son volume à 2 350 m³. Ce volume est supérieur au volume prescrit.

Dans tous les cas, la situation actuelle, attire également les observations suivantes de l'inspection :

Cellules hors LI (liquides inflammables) : Les réseaux de collecte des eaux d'extinction sont uniquement prévus en façade Est du bâtiment, c'est-à-dire au niveau des quais. Des ouvertures existent également en partie ouest (portes d'évacuation). Pour les cellules hors liquides inflammables, les relevés du dallage indiquent une pente de 1 % sur trois mètres vers l'intérieur de la cellule en partie Ouest (soit un différentiel de niveau de 3 cm). Une pente équivalente existe au niveau des issues nord et Sud. Il existe cependant une pente équivalente au niveau de la zone de quai en partie Est. En conséquence, il n'est pas possible de conclure à un écoulement préférentiel en façade Est uniquement vers le bassin étanche des eaux d'extinction.

Cellules LI : Les cellules de liquides inflammables font l'objet de prescriptions spécifiques concernant la rétention et le confinement des eaux d'extinction incendie, notamment au travers de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020, de la prescription de l'article 8.3.4. de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015. Les cellules C7A et C7B sont divisées en zones de collecte d'une superficie de 500 m². Le volume de rétention associé doit être au moins égal à 325 m³ (volume récipients mobiles + volume d'eau d'extinction nécessaire à la défense contre l'incendie d'une zone de collecte).

Si ces dispositions sont conjuguées avec celles de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020, le volume d'extinction est celui correspondant à la stratégie de défense contre l'incendie, c'est-à-dire dans le cas présent le sprinklage. L'inspection s'interroge sur le devenir des eaux d'extinction en cas de défaillance du dispositif d'extinction automatique et d'application du volume prévu par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017* (volume D9a). En effet, les rétentions enterrées sont localisées en partie Ouest du bâtiment, ainsi en cas d'incendie généralisé, les eaux d'extinction s'écouleront en partie Ouest et non en partie Est vers le bassin étanche.

Conclusions :

La lecture du guide D9a ne conduit pas à considérer les surfaces qui ne sont pas collectées vers un bassin étanche dans les surfaces de collecte d'une hauteur de pluie de 10 mm. Toutefois, il convient de s'interroger, en cas d'effondrement de la toiture de la cellule en feu, si les eaux

d'extinction ne seraient pas susceptibles d'être évacuées par le réseau dédié aux eaux de toiture et donc vers une zone non-confinée.

Par ailleurs, la configuration actuellement de la collecte et de la topographie des cellules non liquides inflammables ne permet pas de démontrer que l'ensemble des eaux d'extinction seraient collectées uniquement par les portes de quais et vers le bassin étanche. Il en est de même pour les cellules de liquides inflammables du fait de la configuration par zone de 500 m² et de la collecte des effluents en arrière du bâtiment.

Si des effluents pollués sont susceptibles de s'écouler vers un bassin non étanche ou une zone non-confinée, alors ce serait une non-conformité à l'alinéa 1 de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Procéder à une analyse complète des modalités de collecte des eaux d'extinction incendie en considérant :

- a minima uniquement les surfaces susceptibles d'être collectées vers un bassin de confinement étanche. L'exploitant peut confirmer une démarche plus majorante.
- dans le cas où la toiture est collectée par un réseau distinct de celui menant au bassin de confinement étanche, s'assurer de l'absence de risque de collecte des eaux d'extinction en cas d'effondrement de la toiture de la cellule en feu ;
- s'assurer que les pentes ou la configuration des cellules non liquides inflammables sont de nature à bien permettre l'orientation de tous les flux d'eaux d'extinction vers le bassin étanche ;
- s'assurer qu'en cas d'incendie non maîtrisé de l'une des cellules de liquides inflammables et d'application du D9a de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017* que le positionnement de la rétention de zones de collectes n'est pas de nature à orienter les flux d'eaux d'extinction vers un bassin non-étanche ;
- s'assurer du respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 et du 11 avril 2017 pour les cellules de liquides inflammables en matière de confinement des eaux d'extinction.

*** arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 45 jours

N° 4 : Rétentions déportées des liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 8.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions déportées des liquides inflammables

Prescription contrôlée :

Chaque cellule de liquides inflammables (C7A et C7B) est divisée en zones de collecte d'une superficie unitaire maximale au sol égale à 500 mètres carrés. Chacune de ces zones est raccordée à une rétention extérieure au bâtiment. La capacité utile est déterminée en prenant en compte 100 % de la capacité des récipients mobiles associés à une seule zone de collecte, à laquelle est

ajouté le volume d'eau d'extinction nécessaire à la défense contre l'incendie d'une seule zone de collecte. Elle est au moins égale à 325 m³.

La zone de collecte est constituée d'un dispositif passif. Le liquide recueilli au niveau de la zone de collecte est dirigé par gravité vers cette rétention déportée. En cas d'impossibilité technique de disposer d'un dispositif passif justifiée par l'utilisation d'émulseur pour l'extinction de la zone de collecte, cette zone de collecte et la rétention associée peuvent être constituées d'un dispositif commandable manuellement et automatiquement sur déclenchement du système de détection d'incendie.

Le dispositif fait l'objet d'un examen visuel approfondi semestriellement et d'une maintenance appropriée.

La disposition et la pente du sol autour des récipients mobiles sont telles que, en cas de fuite, les liquides inflammables sont dirigés uniquement vers la capacité de rétention. Les caniveaux et tuyauteries disposent d'un équipement empêchant la propagation d'un éventuel incendie entre la cellule de stockage et la rétention déportée (par exemple, un siphon anti-feu).

Constats :

Lors de la présente inspection, il a été constaté la présence au-dessus des regards d'évacuation des liquides inflammables vers la capacité de rétention de cartons. La présence des cartons est susceptible de compromettre l'évacuation des liquides inflammables vers la rétention déportée en cas d'incendie. **Lors de l'inspection, l'exploitant a supprimé les éléments susceptibles d'obstruer les regards.**

A posteriori de l'inspection, l'exploitant a transmis le plan du dallage des cellules de liquides inflammables avec les côtes de référence mesurées par un géomètre :

- 96,37 m NGF au niveau des quais ;
- 96,34 m NGF pour les points bas correspondant aux zones de 500 m² ;
- 96,35 m NGF pour le point haut entre deux zones de 500 m² ;
- 96,37 m NGF pour le point haut entre deux cellules au niveau de la porte coupe-feu ;
- 96,40 m NGF pour les portes coupe-feu en partie Ouest.

L'inspection note que l'exploitant a bien mis en place des zones de 500 m² mais que la différence de niveau est particulièrement faible, de l'ordre de 1 cm. Cela correspond à une pente de 0,33 % sur trois mètres...

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place une procédure afin de s'assurer de l'absence d'objets susceptibles d'obstruer les regards d'évacuation des zones de collecte de 500 m². L'exploitant ayant supprimé les dispositifs susceptibles d'obstruer les regards, il n'est pas indiqué de non-conformité.

En ce qui concerne les pentes séparant les zones de 500 m², il est demandé d'expliquer le référentiel choisi pour déterminer la pente minimale afin d'éviter tout transfert sur une autre zone.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 45 jours

N° 5 : Contrôle des moyens de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 7.4.13.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 08/09/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'installation des protections contre la foudre fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Par la suite, les dispositifs de protection contre la foudre font l'objet de vérifications visuelles annuelles et complètes tous les 2 ans par un organisme compétent.</p> <p>Tous ces contrôles sont décrits dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisés conformément aux normes en vigueur.</p> <p>Les agressions de la foudre sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une des vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p> <p>L'exploitant dispose de l'ARF, de l'étude technique, de la notice de vérification et de maintenance, du carnet de bord et des rapports de vérifications.</p>
Constats : <p>Rapport de vérification initiale des installations de protection contre la foudre :</p> <p>Suite au contrôle initial des installations de protection contre la foudre, le rapport en date du 13 juin 2016 formulait plusieurs observations. Suite à l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de synthétiser les actions réalisées de celles qui ne l'étaient pas. Le prestataire a indiqué les éléments qui avaient été réalisés.</p> <p>Sur les quinze actions initialement recensées, il restait les trois actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• Certificat de conformité et notice d'instruction des parafoudres mis en œuvre dans la chaufferie non fournis (Schneider IQuick PRD20r). Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis la fiche technique du parafoudre Schneider IQuick PRD20r. Sans suite.• Cheminée de la chaufferie à la même hauteur que les PDA. Il est indiqué qu'un impact direct sur la cheminée est possible. Le prestataire indique que cela n'était pas prévu dans l'étude foudre initiale. Si l'installation est conforme à l'étude technique, il n'en demeure pas moins que l'étude technique aurait dû prévoir ce point. Il est nécessaire de procéder à la mise à jour de l'étude technique foudre.• Distances de séparation non respectées avec les descentes pour : les bornes wifi ; des feux bicolores ; des caméras ; des câbles en attente de raccordement sur le toit de l'emballage ; câble en attente dans l'escalier en colimaçon. Le prestataire indique que cela a été réalisé par l'exploitant, et qu'il n'est pas responsable de cette non-conformité. Par courriel en date du 04 décembre 2025, l'exploitant a formulé une demande d'offre en vue d'identifier les équipements ne respectant pas ce point et demandant à indiquer la distance à respecter.

Dernier rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre :

La dernière vérification complète des installations de protection contre la foudre a été réalisée du 22 au 24 septembre 2025. En ce qui concerne la structure de l'installation, le rapport fait état de cinq observations, dont deux nouvelles.

Observation n°1 : Raccorder le conducteur de descente sans percement (nouvelle observation) ;

Observation n°2 : Reprendre une fixation du conducteur de descente 10 détérioré (remarque initiale du 30/11/2023).

Observation n°3 : Le point d'interconnexion des prises de terre des descentes 1,3,5,6 et 8 n'est pas accessible. **À noter que l'exploitant a engagé la mise en place de nouveaux regards permettant une visibilité directe des interconnexions récemment.** La remarque initiale datait du 30 novembre 2023.

Observation n°4 : Liaison équipotentielle dans le local sprinklage non repérée, identifier celle-ci ou la réaliser si inexistante (remarque du 30/11/2023).

Observation n°5 : Le rapport montre des prises de terre présentant une résistance élevée, ce qui est noté comme une non-conformité (nouvelle) pour les prises de terre 2, 3, et 7. Selon les données, deux résistances ont des valeurs de 36 et 37 ohms. Une descente est sans résistance indiquée. Lors du contrôle, l'exploitant indique avoir travaillé sur le dispositif de mise à la terre et que le prestataire devait de nouveau intervenir pour les réaliser. **L'exploitant a fourni un courriel de ce dernier, en date du 26 novembre 2025 et proposant d'intervenir la semaine suivante.**

À noter que le rapport indique la nécessité de procéder à la mise à jour de plusieurs documents (notice de vérification et de maintenance). Un point concerne également l'étude technique, mais la remarque formulée est identique à celle de la notice de vérification.

Comptabilisation des impacts foudre :

Lors de l'inspection, il est constaté que les compteurs foudres comportent de nombreux impacts. L'exploitant procède à un relevé mensuel des compteurs de coups de foudre. Ceux-ci sont censés être remontés vers un fichier de suivi avec des alertes. Lors de l'inspection, cette remontée n'était plus active, ce qui a empêché la réalisation de la vérification prévue dans le mois suivant l'impact, tel qu'indiqué à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010. Une visite complète a cependant été réalisée en septembre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Vérification initiale :

Sur le rapport de vérification initial des installations de protection contre la foudre, il est demandé à l'exploitant :

- Procéder à la mise à jour de l'étude technique foudre afin de tenir compte des risques d'impact foudre sur la cheminée de la chaufferie dès lors que celle-ci est située au même niveau que les paratonnerres localisés sur le bâtiment principal ;
- Identifier et indiquer les actions à réaliser pour les équipements (feux de signalisation, bornes téléphones, caméras...) qui ne sont pas positionnés à la bonne distance des descentes de foudre et proposer des actions correctives conformes au référentiel mis en œuvre.

Vérification complète :

Sur la dernière vérification complète des installations de protection contre la foudre, il est demandé à l'exploitant d'indiquer les non-conformités qui ont été levées définitivement et le cas

échéant, de transmettre un plan d'action sur les autres points du rapport. **La mise en conformité doit intervenir dans un délai de 3 mois.**

Suivi des impacts foudre :

Sur le contrôle suite à un impact foudre, il est demandé à l'exploitant de procéder à un contrôle a minima visuel des installations dans le mois suivant les impacts foudre, conformément à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 45 jours

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 7.4.11

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/09/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues dans le respect de la réglementation en vigueur et le matériel est conforme aux normes françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.

Constats :

Lors de la précédente inspection, le rapport de vérification en date du 08 septembre 2022 faisait état d'une non-conformité relative à un problème d'adéquation de l'armoire de commande des groupes sprinklage vis-à-vis des atmosphères explosives.

Lors du présent contrôle, l'exploitant présente un rapport de vérification des installations électriques au titre du code du travail. L'intervention s'est déroulée du 12 au 14 novembre 2025. Le document Q18 associé à ce rapport de vérification **fait mention que l'installation est susceptible de conduire à des risques d'incendie et d'explosion**. Le rapport comporte 8 non-conformités.

Ces non-conformités sont les suivantes :

- TGBT : Remplacer le dispositif de protection par un modèle assurant le pouvoir de coupure (Nouvelle non-conformité).

- TGBT : Calibrer à 10 A le dispositif de protection contre les surintensités du circuit (Non-conformité existante)
- BUREAUX ADMINISTRATIFS et CELLULES C, G, J et K : Remplacer le dispositif différentiel défectueux, afin d'assurer la protection des personnes contre les risques d'électrocution X 6 (Nouvelles non-conformités).

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis un bon de commande pour le remplacement des disjoncteurs différentiels indiqués comme non conformes. Ce remplacement porte sur six disjoncteurs différentiels. La non-conformité identifiée en 2022 n'est plus présente.

En ce qui concerne le rapport des installations électriques et le référentiel documentaire disponible, il est fait état d'un nombre de documents absents important (8/10). L'exploitant indique qu'aucune demande spécifique ne lui est formulé lors du contrôle. L'inspection note, en particulier, la réalisation du contrôle en l'absence du plan de zonage DRPE. Par ailleurs, la résistance de certaines prises de terre n'a pas été contrôlée du fait de l'impossibilité de planter physiquement les piquets de résistance.

Selon les modalités de l'arrêté ministériel du 26 décembre 2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques, ce type de contrôle est à réaliser de façon annuelle par la réalisation d'un mesurage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre un plan d'action concernant les deux non-conformités électriques présentes au niveau du TGBT et pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que le prestataire dispose de l'ensemble des documents nécessaires à un contrôle exhaustif des installations et de remédier aux difficultés de contrôle, notamment des prises de terre pour le prochain contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 45 jours

N° 7 : Propreté des installations – stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/09/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les installations comme les locaux sont maintenus propres et entretenus en permanence. Les surfaces où cela est possible sont engazonnées et des écrans végétaux sont plantés. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'une attention particulière.

Les dispositions nécessaires sont prises pour prévenir les envols de poussières et la dispersion de matières diverses dans l'environnement (papiers, boues, déchets...), notamment sur les voies publiques et dans les zones d'habitations environnantes.

Constats :

Un point avait déjà été formulé lors de la précédente inspection sur la propreté de la zone de stockage des déchets. Lors de la présente inspection, il a été constaté la présence de salissures au niveau du béton. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis des photos de la zone nettoyée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : État des matières stockées 50-1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-1

Thème(s) : Risques accidentels, Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel

Prescription contrôlée :

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. ...

Constats :

L'établissement est classé seveso seuil bas et relève de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 pour ce qui concerne l'état des matières stockées. Les dispositions équivalentes prévues au point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 avaient été vérifiées précédemment. L'outil permettant de répondre à ces dispositions était en cours d'élaboration lors du précédent contrôle.

Au titre de la gestion d'un évènement accidentel : Le dispositif mis en place a été élaboré au niveau du groupe. L'exploitant a procédé à une extraction et à une impression du document au niveau du poste de garde.

Il est formulé les observations suivantes :

- **Pour le classement global,** un tableau regroupe la nature et les quantités approximatives

des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Cette analyse est basée sur les rubriques de la nomenclature des installations classées. **Veiller à indiquer une quantité totale de matière par cellule.**

- **Pour le classement global**, veiller à préciser les intitulés des rubriques ICPE. Cette information n'est pas forcément connue des services de secours susceptibles d'intervenir. Par ailleurs, il est fait mention de rubriques 47551 et 47552 qui sont inexistantes.
- **Pour la zone déchets**, les quantités susceptibles d'être présentes au niveau de la zone de stockage des déchets ne sont pas précisées sur les documents transmis. Celle-ci sont relativement faibles, il pourrait être indiqué un ordre de grandeur.
- **Zone de stockage extérieure des palettes**, la quantité présente au titre de la rubrique 1532 sur la zone extérieure de stockage des palettes n'est pas indiquée. Ce type de stockage entre dans le champ de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.
- **Pour les matières dangereuses**, sur une seconde feuille, il est effectué une comptabilisation par mention de dangers. À noter que ce type de classement n'est demandé que pour mentions de dangers conduisant à un classement au titre d'une rubrique 4xxx. Le classement proposé comporte des mentions de dangers ne conduisant pas à un classement au titre d'une rubrique 4xxx. À noter qu'il s'agit uniquement d'une demande minima de l'arrêté ministériel mais qui permet plus de lisibilité du document.
- **Pour les matières dangereuses**, il est présent le détail des mentions de dangers. Le texte prévoit le regroupement des mentions de dangers par famille de mentions de dangers. L'intérêt est de permettre une lecture rapide, par exemple liquides inflammables (H224 ; H225 et H226).
- **Pour les matières dangereuses**, une fiche spécifique permet d'identifier les liquides inflammables et les solides liquéfiables combustibles.
- **Sur la mise en page générale**, les quantités indiquées apparaissent dans des tableaux superposés à chacune des cellules. Néanmoins, cette mise en page peut conduire à un décalage, en particulier pour celles avec les mentions de dangers par rapport au plan global. De même, pour ce qui concerne le document relatif à l'information de la population reprenant les grandes typologies de produits, les tableaux sont superposés.

La présence du document au poste de garde permet un accès rapide. Il convient que l'exploitant procède à une impression quotidienne afin de délivrer le document le plus rapidement possible en cas d'intervention des services de secours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le point n'est pas indiqué comme non conforme, l'exploitant a globalement respecté les objectifs de l'article 50-1 de l'arrêté ministériel. Il reste cependant noté quelques points à améliorer afin de rendre le document plus lisible.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : État des matières stockées 50-2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-2

Thème(s) : Risques accidentels, Répondre aux besoins d'information de la population

Prescription contrôlée :

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. ...

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
<p>Constats :</p> <p>Des documents de l'état des matières stockées élaborés par l'exploitant, une page regroupe les différentes typologies de produits rencontrés dans les cellules et pourrait être à destination du public. L'ensemble des tableaux sont superposés sur un seul et même plan rendant le tout difficilement lisible et non communicable.</p> <p>Par ailleurs, le regroupement des produits est trop précis. Il conviendrait, par exemple, de regrouper l'ensemble des produits alimentaires, dans une seule rubrique. La zone de stockage des déchets et celles des palettes devraient également être indiquées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient de modifier le document afin de le rendre plus lisible pour une communication directe au public.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 45 jours

N° 10 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour et tenue à disposition
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>La base de données de l'exploitant permet de connaître en temps réel l'évolution des matières stockées. Un recalage annuel est réalisé dans le cadre de l'état des stocks, d'un point de vue financier. Les données sont accessibles depuis l'extérieur et ne sont pas stockées localement.</p> <p>Le document est accessible depuis le poste de garde.</p>

Pour palier la perte d'utilité, il convient de disposer d'une copie papier éditée quotidiennement au niveau du poste de garde.

S'il est bien présent un plan sur les documents, la superposition avec les quantités stockées peut le rendre difficilement lisible ou décalé.

Le plan d'opération interne renvoie vers une procédure pour éditer le document (voir le classeur rouge). Il conviendrait d'annexer directement les modalités d'accès dans le plan d'opération interne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observations :

- Prévoir une copie papier éditée quotidiennement et pouvant être remise aux services d'incendie et de secours ;
- Faciliter la lecture des documents afin d'éviter la superposition des données dans certaines configurations ;
- Intégrer directement les modalités d'accès dans le plan d'opération interne de l'établissement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident

Prescription contrôlée :

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Constats :

Le contrôle a porté sur certains points spécifiques repris ci-après.

- **Les extincteurs** ont été vérifiés le 26 juin 2025. Il est indiqué que 16 appareils ont été remplacés et 340 sont en « bon état ».
- **Les RIA (robinet d'incendie armés)** ont été vérifiés le 26 juin 2025. Il est indiqué « bon état » pour 99 éléments.
- **Les poteaux incendie internes** de l'établissement ont été vérifiés le 1er avril 2025. Sept poteaux sont indiqués comme fonctionnels et deux poteaux sont indiqués comme non fonctionnels. Sur ces deux derniers poteaux, l'un est indiqué comme trop bas (fonctionnel avec travaux à prévoir). Le second est indiqué comme fonctionne avec travaux à prévoir et débit nul. Pour ce dernier poteau, lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le poteau était fermé à cause d'une fuite. Des travaux avaient été engagés au niveau de ce poteau afin de le remettre en service.
- L'article 7.7.4. de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015 prévoit la présence de neuf poteaux incendie normalisés. Ils doivent fournir un débit simultané de 270 m³/h au minimum durant deux heures, sous une pression dynamique de 1 bar. Le contrôle réalisé montre un débit maximal sur un seul poteau de 275 m³/h sous 1 bar de pression dynamique. L'objectif fixé par l'arrêté est donc atteint.
- **Le rapport de vérification du sprinklage** en date du 05 novembre 2025 ne comporte pas de non-conformité. Il est formulé 5 observations et 2 propositions d'amélioration. À noter que la page de garde du document indique la présence d'observation, d'amélioration et de non-conformité. Or pour ce dernier point, aucune n'est retrouvée dans la dernière page du document. Il n'est pas indiqué de problème rendant le dispositif inopérant, ou susceptible de le mettre en échec.
- Lors du contrôle, l'inspection s'est interrogée sur la mention de la présence de têtes sprinkler ayant uniquement pour objet de permettre un refroidissement. Lors du contrôle, l'exploitant a précisé que cela concernait l'autodock (dispositif permettant de connecter les camions à l'entrepôt) et non l'intégralité de l'entrepôt. Le reste du bâtiment comporte une extinction automatique de type ESFR permettant l'extinction d'un incendie. Pour rappel, les dispositifs d'extinction automatiques mentionnés dans les arrêtés ministériels du 11 avril 2017 et du 24 septembre 2020 ont pour objectif l'extinction d'un incendie et non sa temporisation.
- **Le rapport de vérification de la détection incendie** transmis, date du 13 juin 2025. Le document ne fait pas mention d'actions correctives à engager.
- **Le rapport de vérification sur le désenfumage**, transmis a posteriori de l'inspection et dont le contrôle a été réalisé le 19/11/2025, fait mention d'une remarque sur lanterneau 32 indiquant que celui-ci ne se referme pas et qu'il faut remplacer le vérin. Celui-ci est cependant indiqué en bon état fonctionnel.
- **Le rapport de vérification des portes coupe-feu**, en date du 24 novembre 2025 indique la présence de quatre anomalies (Bon état fonctionnel, mais prévoir le remplacement du DAD (Détecteur Autonome Déclencheur) ; Bon état fonctionnel, mais prévoir le réglage du ralentisseur X 3). Le rapport précédent, en date de 2024, faisait état d'un bon état fonctionnel pour l'ensemble des portes.

Les éléments contrôlés étant indiqués en « bon état fonctionnel », malgré la présence d'observations, ce point est indiqué comme conforme.

<p>Important : Par courriel en date du 03 décembre 2025, l'exploitant a indiqué que la présence d'une fuite sur le réseau enterré des poteaux sollicite fortement la pompe jockey et que celle-ci a été mise à l'arrêt, ainsi que le groupe motopompe associé. L'objectif poursuivi est de les préserver. L'exploitant indique que le réseau peut être remis en service à tout moment et qu'une copie de démarrage d'urgence a été établie et transmise au poste de sécurité. L'exploitant indique avoir mandaté un prestataire pour la résolution de ce problème.</p> <p>L'inspection prend note de la mesure compensatoire mise en œuvre pour ce qui concerne les poteaux incendie. Il est recommandé à l'exploitant de faire tester lors d'exercice la mise en œuvre par les personnes du poste de sécurité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sur le poteau incendie trop bas, il est demandé à l'exploitant de préciser les actions prévues. Il est toutefois noté que l'état indiqué est « fonctionnel avec travaux à prévoir » ; • Vérifier la cohérence entre la page de garde du rapport sur les sprinklage et les éléments présents dans le document ; • Indiquer l'échéancier prévu pour les portes coupe-feu et le désenfumage ; • Indiquer la remise en état de fonctionnement normal des poteaux incendie de l'établissement.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Interdiction du PFOS

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement n°2019/2021 modifié par règlement n° 2025/718 de la Commission du 14 avril 2025</p> <p><u>Article 3 :</u></p> <p>1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.</p> <p><i>[Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]</i></p> <p><u>Article 4 :</u></p> <p>1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants :</p> <p>b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.</p> <p><u>Annexe I du règlement 2019/1021 (POP) :</u></p> <p>1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.</p>

2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.
3. L'utilisation d'articles qui contiennent des SPFO et qui étaient déjà utilisés dans l'Union avant le 25 août 2010 est autorisée. L'article 4, paragraphe 2, troisième et quatrième alinéas, s'applique pour ces articles.

Constats :

L'établissement met en œuvre plusieurs émulseurs dans des dispositifs distincts :

- **Réserves extérieures d'émulseur :** L'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015 prévoit la présence de quatre réserves d'émulseurs de 1 000 litres pour le fonctionnement des RIA des cellules de stockage de liquides inflammables. Si quatre réserves sont présentes à l'extérieur du bâtiment, celles-ci ne sont pas destinées à l'alimentation des RIA. L'émulseur présent dans les IBC était de l'Écopol de la société Bioex, l'étiquette présente sur les réserves indique explicitement un émulseur sans fluor. Il n'est pas nécessaire de procéder à des analyses.
- **Réserves associées au RIA :** Les cellules de liquides inflammables comportent des robinets d'incendie armés associés à des réserves d'émulseur. Une partie de ces réserves a été remplacée par un émulseur non fluoré et une partie a été conservée en émulseur fluoré. Selon les étiquettes présentes sur les réservoirs, il s'agit de l'hydropol 3 de la société BIOex. La fiche de sécurité ne permet pas de déterminer le composé fluoré mis en œuvre. Il en est de même pour la fiche technique.
- **Dispositif d'extinction automatique à mousse :** Le dispositif de sprinklage est associé, dans les cellules de liquides inflammables, à un dispositif d'extinction à la mousse. La réserve de mousse est localisée dans la cellule. La réserve ne comporte pas d'indication quant au type d'émulseur qui y est stocké. La consultation des documents relatifs à l'extinction incendie, fait mention de la présence, à l'origine, d'un émulseur dénommé TOWALEX AFFF à 3 %. La fiche de données de sécurité, consultée sur internet, indique la présence de substances chimiques fluorés C6 à chaîne courte, obtenues par télomérisation qui ne produisent pas de PFOS. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que cet émulseur aurait pu être remplacé par le passé, mais ne pas en avoir la certitude.

Observations de l'inspection :

- **Émulseur associé au RIA :** À défaut de remplacement de l'émulseur fluoré présent au niveau des RIA, il est nécessaire que l'exploitant procède à des analyses afin de déterminer précisément la composition en composés fluorés dans le but de déterminer d'éventuelles interdictions de substances. Il est également nécessaire que l'exploitant s'assure que les éléments ayant pu être en contact avec les émulseurs fluorés, pour ceux déjà remplacés, ou ceux qui le seraient ultérieurement, ne soient pas contaminés (nettoyage des équipements, remplacement des pièces susceptibles de relâcher des composés fluorés...).
- **Émulseur associé au système d'extinction automatique :** En l'absence d'étiquetage de la réserve d'émulseur du système d'extinction automatique, l'émulseur présent n'est pas connu. Lors de la conception du dispositif, il s'agissait d'un émulseur fluoré. Dans le cas, où celui-ci aurait été remplacé, il existe un risque de contamination dû à un mauvais nettoyage, ou à un relargage par les matériaux. Il est donc nécessaire que l'exploitant procède à un contrôle spécifique de l'émulseur présent via des analyses.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- **RIA** : À défaut de remplacement des émulseurs comportant explicitement des émulseurs fluorés, il est demandé à l'exploitant de procéder à des analyses, précisées ci-après, afin d'en déterminer la composition et les éventuelles dates d'interdiction. Il convient également à ce que l'exploitant s'assure de l'absence de risques de contamination liée au matériel mis en œuvre.
- **Système d'extinction automatique** : Procéder à des analyses, précisées ci-après, de l'émulseur présent dans les dispositifs d'extinction automatiques de l'établissement, afin de déterminer la présence éventuelle de composés fluorés, soit liée à une contamination passée, soit à l'émulseur d'origine (en cas de non remplacement). En cas de remplacement, veillez à s'assurer de l'absence de risques de contamination ou d'un éventuel risque de relargage de composés fluorés par le matériel.

Les analyses sont à réaliser **sous un délai inférieur à 45 jours** à compter de la transmission du présent rapport d'inspection. Celles-ci sont à réaliser selon la méthode TOP ASSAY sur les émulseurs présents sur site (pré et post top assay).

La liste minimum des composés à analyser a été communiquée à l'exploitant par courriel en date du 02 décembre 2025 et doit comprendre notamment les composés suivants spécifiques émulseurs (6:2 FTS, 6:2 FTAB, 6:2FTSaAm, 8:2 FTS, 8:2 FTAB, 4:2 FTS, PFOSA, MePFOSA) ainsi que les 20 PFAS obligatoires de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Le paramètre AOF est à ajouter, ainsi que tous les PFAS supplémentaires dont la présence est indiquée dans la composition fournie par les fournisseurs ou semblant pertinents.

Une fois les résultats d'analyses reçus **sous un délai maximal de 2 mois**, l'exploitant vérifie la conformité des émulseurs à la réglementation en vigueur (rappelée dans les points de contrôles suivants).

L'état de conformité est transmis à l'inspection **sous 2 mois suivant la réception des résultats d'analyses**, accompagné pour les substances déjà interdites d'un plan d'action visant à la substitution des émulseurs (y compris le nettoyage des systèmes) et l'élimination des émulseurs et des eaux de rinçage (incluant le cas échéant le stockage temporaire sur site).

Le guide de l'Echa relatif à la substitution des émulseurs fluorés est disponible à l'adresse suivante : https://substitution-perfluores.ineris.fr/sites/substitution-perfluores/files/documents/eu_guidance_for_transitioning_tofluorine-free_firefighting_foams_2025_echa.pdf

Par ailleurs, il lui est demandé dans l'attente d'un remplacement de l'émulseur de mettre en place une procédure visant à la récupération des émulseurs et eaux susceptibles d'être contaminées en cas de test, entraînement ou déclenchement intempestif du système d'extinction incendie ainsi que prévoir leur élimination en filière autorisée et agréée. Cette procédure prévoit également la réalisation des analyses sur les PFAS spécifiques des émulseurs utilisés afin de caractériser le déchet à éliminer.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 45 jours

N° 13 : Interdiction du PFHxS

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : Article 3 : 1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4. [Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.] Article 4 : 1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants: b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II. Annexe I du règlement 2019/1021 (POP) : 3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.
Constats : Les conclusions sont identiques au point n°12. Il est nécessaire que l'exploitant procède à des analyses sur les émulseurs fluorés, ou susceptibles d'avoir été contaminés. Cela permettra de déterminer d'éventuelles interdictions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 45 jours

N° 14 : Interdiction du PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

<p>autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <p>a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;</p> <p>b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;</p> <p>c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;</p> <p>d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.</p> <p>On entend par «mousse anti-incendie» tout mélange destiné à lutter contre les incendies, ce qui inclut, sans s'y limiter, les concentrés de mousses anti-incendie et les solutions de mousses anti-incendie permettant de produire de la mousse.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les conclusions sont identiques au point sur les PFOS. Il est nécessaire que l'exploitant procède à des analyses sur les émulseurs fluorés, ou susceptibles d'avoir été contaminés selon la méthodologie du point n°12. Cela permettra de déterminer d'éventuelles interdictions.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 45 jours</p>

N° 15 : Notification des stocks de PFOA

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le cas échéant, suite aux analyses réalisées selon la méthodologie du point n°12, l'exploitant procède à la notification des stocks de PFOA..</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 45 jours

N° 16 : Interdiction des PFCA C9-C14

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour : [...]</p> <p>iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation ; – les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus ; – à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentés aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets ; – les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 sont gérés conformément à l'article 5 du règlement (UE) 2019/1021.
<p>Constats :</p> <p>Il est nécessaire que l'exploitant procède à des analyses sur les émulseurs fluorés, ou susceptibles d'avoir été contaminés, selon la méthodologie du point n°12. Cela permettra de déterminer s'il est susceptible d'être concerné par d'éventuelles interdictions.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 45 jours

N° 17 : Interdiction à venir du PFHxA

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans :</p> <p>a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes</p>

les émissions soient contenues ;

b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin.

*Directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, modifiant puis abrogeant la directive 96/82/CE du Conseil (JO L 197 du 24.7.2012, p. 1, ELI: <http://data.europa.eu/eli/dir/2012/18/oj>).

Constats :

Il convient que l'exploitant procède à des analyses de ses émulseurs afin de déterminer leur composition selon la méthodologie définie au point n°12. À noter que l'usage d'émulseurs contenant des PFHxA ne sera pas interdit pour les services de secours publics pour un site SEVESO (directive 2012/18/UE), ni dans un système d'extinction automatique. A contrario, cela ne sera pas possible pour les RIA (Robinet d'incendie armés) additivés avec de l'émulseur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 45 jours

N° 18 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires

Prescription contrôlée :

SSB :

Arrêté du 26/05/2014

Art. 5

« Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »

Constats :

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis son plan d'opération interne. Celui-ci fait l'objet d'une mise à jour annuelle. La dernière version date d'octobre 2025. **Suite à l'inspection, il est rappelé à l'exploitant de transmettre son plan d'opération interne, lorsque celui-ci est mis à jour, à l'inspection des installations classées.**

L'établissement était soumis à l'élaboration d'un plan d'opération interne préalablement à la modification des dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014. Pour les établissements seveso seuil bas, conformément à l'avis en date du 1er décembre 2022*, le plan d'opération interne doit être testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Ainsi, pour ceux disposant déjà d'un POI, celui-ci devait intégrer ces nouveaux éléments lors de sa prochaine mise à jour et au plus tard le 1er janvier 2026.

Dans le cas présent, le plan d'opération interne étant mis à jour chaque année, celui-ci aurait déjà dû intégrer les modalités pour les premiers prélèvements environnementaux. L'absence d'intégration des premiers prélèvements environnementaux constitue une non-conformité.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis un bon de commande, validé le 24 novembre 2025, pour la mise en place des dispositions relatives aux premiers prélèvements environnementaux.

*Avis du 1^{er} décembre 2022 relatif à la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Transmettre le plan d'opération interne avec les premiers prélèvements environnementaux une fois la prestation réalisée

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 45 jours

N° 19 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires

Prescription contrôlée :

SSB :

Arrêté du 26/05/2014

Art. 5

« Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »

Constats :

L'exploitant procède à des exercices selon une fréquence semestrielle. À noter que la plupart des exercices correspondent en fait à des exercices d'évacuation du bâtiment sans mise en œuvre du plan d'opération interne. Les deux derniers exercices de ce type, avec mise en œuvre du POI, datent du 14 février 2019 et du 24 octobre 2024.

Pour rappel : La fréquence définie dans l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 pour la réalisation d'exercice POI sur les Seveso seuil bas est tri-annuelle. L'arrêté préfectoral de l'établissement, en date du 22 juillet 2015, définit à l'article 7.7.5.2 une fréquence d'exercice tous les deux ans. **C'est cette fréquence, plus contraignante, qui définit la modalité minimale.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<ul style="list-style-type: none"> • Procéder à des exercices impliquant la mise en œuvre complète du plan d'opération interne selon une fréquence d'une fois tous les deux ans conformément à l'article 7.7.5.2 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 45 jours

N° 20 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <p>— les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</p> <p>— les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »</p> <p>Annexe V – i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'opération interne aurait dû être mis à jour avec les premiers prélèvements environnementaux. Les prélèvements environnementaux comprenant la liste des substances à analyser et les milieux à analyser n'est pas intégrée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre à jour le plan d'opération interne avec les éléments prévus à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 et transmettre le plan d'opération interne mis à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 45 jours

N° 21 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan</p>

<p>d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> — les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] — les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; — les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux.[...]</p> <p>Annexe V – i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'opération interne aurait dû être mis à jour avec ces éléments. En l'absence de mise à jour conforme, la stratégie de prélèvements comprenant les équipements, les substances à analyser et les milieux à prélever n'a pas été définie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre à jour le plan d'opération interne avec les éléments prévus à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 et le transmettre une fois celui-ci élaboré.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 45 jours</p>

N° 22 : Personnels compétents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> — les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]

<p>— les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V – i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'opération interne aurait dû être mis à jour avec ces éléments. En l'absence de mise à jour conforme, la stratégie de prélèvements comprenant les personnels et organisme à mobiliser n'a pas été définie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> Mettre à jour le plan d'opération interne avec les éléments prévus à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 et transmettre le plan d'opération interne mis à jour.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 45 jours</p>

N° 23 : Asservissement détection incendie et portes coupe-feu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, articles III.3 et III.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Asservissement portes coupe-feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article III.3 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 Les ouvertures effectuées dans les murs séparatifs (par exemple baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques, portes et tuyauteries) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures sont associées à un dispositif asservi à la détection automatique d'incendie assurant leur fermeture automatique. Ce dispositif est également manœuvrable à la main, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C et les portes satisfont à une classe de durabilité C2.</p> <p>Article III.4 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 Détection incendie Un dispositif de détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à</p>

l'exploitant est mis en place dans les cellules de liquides inflammables, les locaux techniques et les bureaux à proximité des stockages de liquides inflammables. Ce dispositif actionne une alarme perceptible en tout point du stockage couvert et le compartimentage de la ou des cellules sinistrées dans le cas d'un système centralisé.

[En l'absence de système centralisé, le compartimentage est actionné par un système indépendant de type détecteur autonome déclencheur. Pour chaque cellule de liquides inflammables, le dispositif de détection est distinct du système d'extinction automatique.]

Annexe 1-II de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020

II. – Pour les installations existantes autres que celles relevant du point I, les dispositions du présent arrêté sont applicables selon les modalités particulières précisées dans le tableau suivant :

III.2 à III.7	Le dernier alinéa de l'article III. 4 est remplacé par l'alinéa suivant : Pour chaque cellule de liquides inflammables, le dispositif de détection est distinct du système d'extinction automatique, sauf dans le cas d'un système d'extinction automatique spécifique à un stockage sur rack. Les dispositions des articles III. 2 à III. 7 sont applicables.
---------------	--

Constats :

Lors de l'inspection, il est constaté la présence d'un dispositif de détection automatique d'incendie dans les deux cellules de liquides inflammables contiguës. Ce dispositif est distinct du dispositif d'extinction automatique présent dans les deux cellules et est centralisé pour le bâtiment.

Il est également présent une détection autonome au-dessus des portes coupe-feu permettant le compartimentage des cellules de liquides inflammables. Cette détection spécifique et distincte de celle de la cellule est destinée à la fermeture des portes coupe-feu. Selon, les éléments évoqués par l'exploitant, les portes coupe-feu ne sont pas asservies à la détection automatique centralisée de l'ensemble de la cellule.

À la lecture des articles III.3 et III.4, en considérant que le dernier alinéa de l'article III.4 est modifié par l'annexe 1-II, le dispositif de détection présent dans la cellule de liquides inflammables doit entraîner la fermeture des portes coupe feu dans les parois REI120. Ceci n'est pas la configuration rencontrée. Ceci constitue un non-respect des articles III.3 et III.4 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Procéder à l'asservissement des portes positionnées dans les parois REI120 dans les liquides inflammables à la détection automatique d'incendie tel que prévu aux articles III.3 et III.4 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 modifié par son annexe 1-II.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 45 jours

N° 24 : Indication sur les murs séparatifs REI120

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 6 – Annexe II			
Thème(s) : Risques accidentels, Signalement des murs séparatifs			
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>6. Compartimentage – Annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (au 24 septembre 2020) L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie. Le volume de matières maximum susceptible d'être stockées ne dépasse pas 600 000 m³, sauf disposition contraire expresse dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, pris le cas échéant en application de l'article 5 du présent arrêté. Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes : — les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ; [...]</p> <p>Annexe IV-2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 II. – Pour les installations existantes autres que celles relevant du I, les dispositions des articles du présent arrêté sont applicables, à l'exception de celles mentionnées dans le tableau ci-après pour lesquelles des conditions particulières d'application sont précisées dans le même tableau.</p> <table border="1"> <tr> <td>6</td><td>Le deuxième alinéa n'est pas applicable aux installations existantes ; le franchissement du seuil mentionné par cet alinéa est soumis à l'application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</td></tr> </table>		6	Le deuxième alinéa n'est pas applicable aux installations existantes ; le franchissement du seuil mentionné par cet alinéa est soumis à l'application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.
6	Le deuxième alinéa n'est pas applicable aux installations existantes ; le franchissement du seuil mentionné par cet alinéa est soumis à l'application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.		
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté l'indication du degré de résistance des murs séparatifs coupe-feu au droit de ces murs. Les murs sont facilement repérables de l'extérieur.</p>			
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Procéder à l'indication du degré de résistance des murs séparatifs coupe-feu. Celui-ci est à indiquer au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation.</p>			
Type de suites proposées : Avec suites			

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 45 jours

N° 25 : Rétention des émulseurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2015, article 7.6.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des émulseurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage de liquides, y compris les déchets, susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité des réservoirs associés. • [...]
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté une réserve d'émulseur sur une capacité de rétention. Cette réserve comportait de l'eau et n'était pas en capacité de retenir l'intégralité de l'émulseur présent. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis des photos relatives au nettoyage et à la vidange des quatre réserves localisées autour de l'établissement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite